



CENTRE CANADIEN *de* PROTECTION DE L'ENFANCE[™]

Aider les familles. Protéger les enfants.

RAPPORT DE VALEUR SOCIALE 2022-2023



615, chemin Academy
Winnipeg (Manitoba), Canada • R3N 0E7
Téléphone : 204 945-2083
Sans frais : 800 532-9135

Courriel : info@protegeonsnosenfants.ca
Site Web : protegeonsnosenfants.ca

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré au Canada (BN # 106913627 RR0001). Nous tirons notre financement de la générosité de donateurs individuels, d'entreprises, d'organismes, de gouvernements et de fondations. Si vous souhaitez faire un don au CCPE ou vous renseigner sur les possibilités d'emploi chez nous, communiquez avec notre siège social.

© 2023, Centre canadien de protection de l'enfance inc. Tous droits réservés.

« Cyberaide!ca », « Priorité Jeunesse », « Enfants avertis » et leurs logos respectifs sont des marques du Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) déposées au Canada. « CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE », « Projet Arachnid » et « ALERTES Cyberaide!ca » sont utilisés au Canada comme marques de commerce du CCPE. Toutes les autres marques citées appartiennent à leurs détenteurs respectifs, et leur mention ne constitue aucunement une marque d'approbation ou d'affiliation.

Le CCPE a le droit ou la permission d'utiliser toutes les images figurant dans ce document ou pense sincèrement que leur utilisation bénéficie de l'exception pour usage loyal. Les photos de banque d'images montrent des mannequins et servent à illustrer le propos. Pour les photos prises par des tiers et les articles de presse, l'auteur est mentionné dans la mesure du possible, et le CCPE ne revendique aucun droit d'auteur sur ces photos ou articles de presse. Les messages publiés sur les médias sociaux sont reproduits tels quels et leur reproduction n'équivaut nullement à un cautionnement de la part du CCPE. Les appellations d'emploi et les titres de fonction de certaines personnes citées pourraient avoir changé durant la période écoulée entre la rédaction du rapport et sa publication. Toutes les autres marques ou dénominations commerciales citées dans ce rapport appartiennent à leurs détenteurs respectifs.

Les termes « partenaire » et « partenariat » sont utilisés au sens général et ne supposent en rien l'existence d'un partenariat légal entre le CCPE et une tierce partie.

Statistiques : Sauf indication contraire, les statistiques et les chiffres mentionnés dans ce rapport ont été compilés par le CCPE à partir des données dont il dispose et couvrent la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023. Des mesures raisonnables ont été prises pour assurer l'exactitude et l'exhaustivité des données.

Terminologie : Dans le contexte des médias sociaux, le terme « impressions » désigne le nombre de fois qu'une publication apparaît dans un fil de nouvelles, qu'elle soit vue ou non, et peu importe le nombre de fois qu'elle apparaît dans un même fil, selon les statistiques fournies par la plateforme où la publication apparaît. Dans le contexte des supports de communication imprimés, le terme « impressions » désigne le nombre de fois qu'un support de communication est vu, peu importe le nombre de fois qu'une même personne le voit. Dans ce contexte, le nombre d'impressions est basé sur des estimations fournies par l'entreprise qui met le support matériel à disposition. Un « clic » est comptabilisé chaque fois qu'un internaute clique sur un lien dans une annonce.

QUI NOUS SOMMES

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Il veut réduire l'exploitation et les abus sexuels d'enfants et offre à cette fin des programmes, des services et des ressources aux familles, au personnel éducatif, aux organismes de services à l'enfance et aux forces policières du Canada.

Cyberaide!ca^{MD} – la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet – relève aussi du CCPE, de même que Projet Arachnid, une plateforme Web qui détecte les images d'abus pédosexuels connues sur le Web visible et le Web clandestin et qui envoie des demandes de suppression aux hébergeurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Kathie King
Présidente

Janet Sigurdson
Vice-présidente

Dre Deborah Lindsay
Secrétaire

Matthew Pilloud
Trésorier

Brian Brown

Dr. Laura Mills

Alan Scott

Sue Snider

Peter Henschel

Michael Susser

ÉQUIPE DE DIRECTION

Lianna McDonald
Directrice générale

Signy Arnason
Directrice générale adjointe

Noni Classen
Directrice de l'éducation

Lloyd Richardson
Directeur informatique

Stephen Sauer
Directeur, Cyberaide.ca

Monique St. Germain
Avocate générale

Kristin Olson
Directrice des finances et de l'administration

Jacques Marcoux
Directeur de la recherche et de l'analyse

Lindsay Lobb
Directrice des opérations – services de soutien

Jason Fuith
Directeur de la stratégie

AVANT-PROPOS

En septembre dernier, cela faisait vingt ans que Cyberaide.ca avait reçu son premier signalement d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet. Lancé sous la forme d'un projet pilote au Manitoba, ce nouveau service est rapidement devenu la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet. **En vingt ans, Cyberaide.ca a reçu plus de 390 000 signalements.** Et ce chiffre ne cesse de grimper avec la montée fulgurante de la cyberviolence sexuelle contre les enfants sur Internet.

Jamais n'aurions-nous pu imaginer les dangers qu'Internet ferait peser sur les enfants et les adolescents. **Jamais n'aurions-nous pu imaginer l'ampleur des violences sexuelles et des actes de terreur auxquels les pédocriminels se livraient en l'absence de garde-fous sur les plateformes numériques.** Le manque de transparence et de responsabilité des entreprises de technologie, maintes fois illustré au cours de la dernière année, ne fait que souligner à grands traits l'urgence pour les gouvernements d'agir.

Projet Arachnid – notre plateforme pour réduire l'offre d'images d'abus pédosexuels – continue de faire des avancées significatives, **adressant plus de 20 000 demandes de suppression par jour à des fournisseurs de services dans plus de 100 pays.** Ce système détecte les images potentiellement associées à des abus pédosexuels à un rythme qui dépasse les capacités de vérification des analystes. Il est donc impératif d'agrandir l'équipe internationale d'analystes. En 2022-2023, l'ajout de la Lituanie à notre réseau mondial d'analystes a permis d'augmenter les efforts de suppression à l'échelle mondiale.

Pendant que Projet Arachnid se concentre sur la suppression des images d'abus pédosexuels et des images préjudiciables/violentes, le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE) est inondé de signalements de la part de jeunes qui n'ont nulle part d'autre où aller lorsqu'ils sont victimes de cyberviolence sexuelle. En 2022-2023, **notre équipe de soutien a traité quelque 4200 demandes** de la part d'adolescents ou de leurs parents ou tuteurs. Cette équipe, avec l'aide des analystes de Cyberaide.ca, offre un accompagnement aux parents et aux survivant·es qui font des signalements à la police, aux plateformes numériques et aux services de protection de l'enfance. Elle renseigne des centaines de familles et de survivant·es sur les recours et les services à leur disposition (aide juridique, thérapie, etc.) et la présentation d'une déclaration de victime. Ce modèle de mobilisation des survivant·es est inédit.

Le CCPE s'emploie activement à informer les gouvernements et à plaider pour la protection et les droits des enfants sur Internet. En octobre, nous avons organisé une table ronde virtuelle avec trois ministres fédéraux pour leur faire entendre les témoignages d'un groupe de survivant·es et de membres de leurs familles qui ont connu la cyberviolence sexuelle sous toutes ses formes. Cette rencontre historique a permis aux survivant·es et aux familles de faire valoir les conséquences dévastatrices et persistantes de ces crimes et de réclamer des changements.

Nous continuons aussi à éveiller les consciences des décideurs politiques à l'échelle mondiale avec nos données exclusives. En 2022-2023, nous avons publié quatre études dans le but de faciliter l'élaboration de politiques et de lois pour protéger les enfants. Notre équipe juridique a présenté cinq mémoires aux gouvernements du Canada dans le même dessein, tout en continuant à soumettre des déclarations de victimes et des déclarations au nom de collectivités lors d'audiences de détermination de la peine pour faire entendre les voix des survivant·es devant les tribunaux d'un bout à l'autre du Canada.

L'éducation – des professionnels, des élèves et des familles – reste un élément tout aussi essentiel de notre mandat. En 2022-2023, le **CCPE a distribué 407 000 exemplaires de ses ressources éducatives** aux élèves et au personnel des écoles canadiennes ainsi qu'aux corps de police et aux organismes de services à l'enfance. Nous avons en outre distribué un **demi-million de comptes de formation en ligne** à des personnes qui travaillent dans des organismes de services à l'enfance pour les familiariser avec les moyens de réduire les violences sexuelles et de protéger les enfants. À cela s'ajoutent **400 000 accès à nos leçons numériques distribués à des membres du personnel enseignant dans tout le Canada**. Nous sommes toujours aussi déterminés à développer chez les enfants et les adolescents des compétences qui leur permettront de mieux se protéger contre les violences.

Trente-huit années se sont écoulées depuis la naissance de notre organisation, mais notre objectif reste le même : nous continuerons à travailler avec diligence pour faire du monde – surtout le monde numérique – un endroit plus sûr pour les enfants.



Lianna McDonald
Directrice générale

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lianna McDonald'.



Kathie King
Présidente

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kathie King'.



Cyberaide.ca est la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet; c'est aussi un centre de ressources qui aide les familles canadiennes à se protéger sur Internet.

Le CCPE a souligné le 20^e anniversaire de Cyberaide.ca le 26 septembre 2022. Au cours des 20 dernières années, le CCPE a pu surveiller à travers son programme Cyberaide.ca l'évolution des technologies numériques et de leur utilisation malveillante contre les enfants. En l'absence de règlements et de garde-fous comme il en existe dans le monde hors ligne, Internet s'est développé dangereusement jusqu'à devenir un espace non réglementé où adultes et enfants se côtoient et où les pédocriminels ont le loisir de trouver des enfants et des adolescents ainsi que d'autres individus comme eux, prêts à répondre à leurs besoins de validation et d'éducation et à les aider à causer encore plus de dommages.

« Nous n'avions peut-être pas imaginé un tel parcours il y a 20 ans, mais nous avons une idée claire de ce qui doit désormais être fait pour que les enfants aient droit à un monde meilleur. »

- LIANNA MCDONALD,
DIRECTRICE GÉNÉRALE, CCPE

STATISTIQUES ÉLOQUENTES POUR L'ANNÉE 2022-2023



22 120 signalements transmis à Cyberaide.ca par des membres du public concernant **45 600** adresses URL



15 500 000 demandes de suppression adressées par Projet Arachnid



1 900 000 images d'abus pédosexuels vérifiées



911,000+ images préjudiciables/violentes¹ d'enfants vérifiées

Cyberaide.ca a franchi le cap des **700 000** visites en 2022-2023², une augmentation de **160 %** par rapport à 2021-2022³.

En collaboration avec l'équipe des services de soutien, Cyberaide.ca est intervenue dans plus de **900 cas** pour faire retirer d'Internet des comptes et des images qui présentaient un risque pour un·e survivant·e ou sa famille.

¹ Les images préjudiciables/violentes infligent un traumatisme considérable aux victimes et contreviennent souvent aux conditions générales d'utilisation des FSÉ, sans nécessairement franchir les limites de la légalité. Il peut s'agir d'images associées à un abus sexuel, de photos d'enfants partiellement nus ou d'images utilisées dans un contexte sexuel. Il peut s'agir aussi d'images d'enfants en situation de violence physique, de torture ou de contention.

² Du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023

³ Du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

TOTAUX CUMULATIFS

Depuis son lancement en 2002, Cyberaide.ca a :



reçu **393 000** signalements du public;



reçu **23 750 000** signalements liés à des demandes de suppression par l'entremise de Projet Arachnid;



vérifié **6 400 000** images d'abus pédosexuels;



vérifié **2 500 000** images préjudiciables/violentes d'enfants.

L'IMPACT DES SIGNALEMENTS DU PUBLIC

Pour l'année 2022-2023, Cyberaide.ca est au courant de **19 arrestations** en lien avec un signalement qui lui avait été transmis et de la prise en charge consécutive d'au moins **deux enfants** en situation d'abus.

Exemple de cas :

En octobre 2022, Cyberaide.ca a reçu des signalements concernant un homme adulte qui aurait partagé sur ses comptes de médias sociaux des images intimes de son ex-partenaire, alors âgée de moins de 18 ans. Ces images auraient également été envoyées au personnel de l'école que fréquentait l'adolescente. Cyberaide.ca a retransmis les signalements au service de police de Toronto, qui a rapidement procédé à l'arrestation d'un homme adulte sous des chefs de possession de pornographie juvénile, d'accès à de la pornographie juvénile, de distribution de pornographie juvénile, de mise à disposition de pornographie juvénile, de harcèlement criminel et de distribution d'images intimes sans consentement.

Fermeture d'un site d'images préjudiciables/violentes d'enfants

Après des années à envoyer des demandes de suppression à l'administrateur d'un site bien connu pour recueillir des images et des propos exploitants et misogynes, le CCPE est intervenu auprès du registraire du nom de domaine de ce site, ce qui a eu pour effet de le rendre inaccessible. Une société américano-canadienne cotée en bourse a fait en sorte de bloquer le routage du trafic Web vers l'adresse URL du site et a également interdit à son administrateur d'en transférer le nom de domaine à un autre registraire.

Les internautes qui réclamaient des mesures contre ce site ont pris d'assaut les médias sociaux pour souligner sa fermeture :



Dana
@DanaStorrs

MAJOR UPDATE!

This site is now DOWN thanks to [@CdnChildProtect](#). A huge thank you to the amazing [@joinscc](#) and [@_Jynessa_](#) !!

To give a little more insight these pics went back over ten years. This is a massive victory in the cyber war on CP & Exploitation.

5:01 PM • Mar 29, 2023 • 19K Views

Sensibilisation aux nouvelles formes de cyberviolence sexuelle

Les Alertes Cyberaide!ca^{MC} servent à mettre la population en garde contre les utilisations malveillantes du numérique et à faire connaître de nouvelles ressources pour mieux protéger les enfants. En 2022-2023, Cyberaide.ca a lancé deux alertes, l'une consacrée aux entreprises de cybersécurité et de gestion de réputation, et l'autre, aux filtres rajeunissants.

Photo d'un mannequin. Pour illustrer le texte.

X^{MC} appelé à rendre des comptes

Fin novembre 2022, Elon Musk a déclaré publiquement que la suppression des images d'abus pédosexuels était la priorité absolue de X (alors connu sous le nom de Twitter^{MC}). Au début du mois de février 2023, un article du *New York Times* a mis en relief les manquements de X.

Les journalistes du quotidien new-yorkais ont constaté qu'il était toujours facile de trouver des images d'abus pédosexuels sur X, y compris des images que « les autorités considèrent comme étant les plus faciles à détecter et à supprimer ». Après examen des images en question, le CCPE a constaté que plusieurs d'entre elles avaient déjà été identifiées comme étant des images d'abus pédosexuels dans Projet Arachnid. Parmi les éléments relevés, il y avait des comptes associés au commerce d'images d'abus pédosexuels, des photos d'une victime d'abus pédosexuels connue et une vidéo de garçons en train d'agresser sexuellement un autre garçon. Cette dernière vidéo a eu le temps de récolter 122 000 vues, d'être republiée près de 300 fois et d'obtenir 2600 mentions J'aime avant que X ne la retire vidéo après que le CCPE la lui eût signalée.

« Le nombre d'images que nous avons trouvées avec un minimum d'effort est assez considérable. Pourquoi faut-il que ce soit des acteurs extérieurs qui trouvent ce genre de contenu sur leurs serveurs⁴? »

- LLOYD RICHARDSON,
DIRECTEUR INFORMATIQUE, CCPE

⁴ The *New York Times*, Michael H. Keller, Kate Conger, 6 février 2023. <https://www.nytimes.com/2023/02/06/technology/twitter-child-sex-abuse.html>

Musk Pledged to Cleanse Twitter of Child Abuse Content. It's Been Rough Going.

Child sexual abuse imagery spreads on Twitter even after the company is notified: One video drew 120,000 views. "Sewer rats," as one regulator described bad actors, remain.



Photo d'un mannequin. Pour illustrer le texte.

SEXTORSION : UNE CRISE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

En 2022-2023, la sextorsion a été l'une des principales formes d'abus signalées à Cyberaide.ca et à AidezMoiSVP.ca. La plupart des signalements de sextorsion reçus concernent des cas de sextorsion financière visant généralement des garçons.

Durant l'année, Cyberaide.ca et AidezMoiSVP.ca ont reçu 3000 signalements contenant des informations sur un enfant victime; 76 % de ces signalements concernaient des cas de sextorsion financière.

Parmi les demandes d'aide de la part d'enfants victimes de sextorsion financière :



L'âge moyen
des victimes
signalées était de
15 ANS⁵



90 %
des victimes
s'identifiaient
comme des garçons⁶



⁵ Sur la base de 903 signalements dans lesquels l'âge de la victime était indiqué et l'auteur du signalement était âgé de moins de 18 ans.

⁶ Sur la base de 725 signalements dans lesquels le genre de la victime était connu et la victime est âgée de moins de 18 ans.

Décès tragique d'un adolescent au Manitoba

Dans un village du sud du Manitoba, Daniel Lints, 17 ans, s'est enlevé la vie en février 2022 après avoir été victime de chantage sur Snapchat^{MD}. Daniel s'est fait manipuler pour envoyer une photo explicite à une personne qu'il croyait être une fille de son âge. Le sextorqueur s'est ensuite servi de cette photo comme instrument de chantage pour forcer Daniel à lui envoyer de l'argent. Daniel est décédé quelques heures après que le sextorqueur l'eût menacé de mettre sa photo en circulation.

Cette histoire n'est hélas pas unique. Trop de familles perdent des enfants à cause de la sextorsion. **Il faut réglementer les entreprises de médias sociaux pour protéger les enfants contre ces crimes commis sur leurs plateformes.**



« La tragédie que nous avons vécue nous a appris avec quelle facilité les cyberterroristes ont accès à des enfants. Je demande à tous ceux qui ont le pouvoir de faire changer les choses de réfléchir à l'histoire de Danny - et de tous les autres enfants que nous avons perdus. Je vous appelle à envisager des projets de loi qui obligeront les entreprises de médias sociaux à rendre leurs produits sûrs pour les jeunes. »

- JILL LINTS, MÈRE DE DANIEL

PROJET ARACHNID

Projet Arachnid possède des capacités de détection et d'action largement supérieures aux méthodes traditionnelles; il traite des dizaines de milliers d'images à la seconde.

Mais là où Projet Arachnid excelle en tant qu'outil centré sur les victimes, c'est en sortant des enfants et des survivant-es du cycle de la revictimisation. Le CCPE s'y est employé de diverses façons en 2022-2023, à travers Projet Arachnid :



Envoi de **5,5 millions** de demandes de suppression d'images préjudiciables/violentes à des fournisseurs de services électroniques (FSÉ)



Envoi de demandes de suppression à plus de **710** FSÉ à travers le monde



Intégration de la centrale de **signalement de la Lituanie** au réseau d'analystes de Projet Arachnid. Le nombre d'alliés internationaux qui participent à la classification des images s'élève maintenant à **13**.

\$#@!%

Nous avons prêté assistance à des centaines de victimes

XXX \$\$\$

qui avaient signalé des images d'exploitation ou d'abus pédosexuels à Cyberaide.ca en adressant des demandes de suppression par l'entremise de Projet Arachnid.

DEPUIS SON LANCEMENT EN 2017

Projet Arachnid a⁷ :



défecté **53 millions**
d'images suspectes;



envoyé **25 millions** de demandes
de suppression à des fournisseurs de
contenu;



mené à la suppression de **7 millions**
de photos et de vidéos d'abus
pédosexuels par plus de **1200 FSÉ**
répartis dans **100** pays.

« J'ai l'impression qu'avec Projet Arachnid, j'arrive en quelque sorte à avancer dans ma vie parce que je ne me retraumatise pas tout le temps à chercher cette vidéo à toute heure du jour et de la nuit. [...] Projet Arachnid me rend donc vraiment la vie plus agréable alors qu'avant, je ne pouvais qu'en rêver. »

- UNE SURVIVANTE
DE CYBERVIOLENCE
SEXUELLE

⁷ Au 31 mars 2023.

SOUTIEN AUX SURVIVANT-ES ET AUX VICTIMES

L'équipe de soutien aux survivant·es du CCPE aide les personnes qui n'ont nulle part d'autre où aller lorsqu'elles sont victimes de cyberviolence sexuelle. Le CCPE met les survivant·es et les familles en contact avec des ressources externes et veille à ce que toutes les options possibles soient prises en compte pour chaque survivant·e. Notre équipe de traitement des dossiers les aide aussi à trouver des thérapeutes, à obtenir de l'aide financière, à élaborer un plan de sécurité et à mettre en place des plans d'encadrement protecteur, entre autres choses. De plus, nous intégrons dans la mesure du possible les images d'abus pédosexuels des victimes à la base de données de Projet Arachnid pour aider à réduire l'offre de telles images sur Internet.

En 2022-2023, le CCPE a **traité plus de 4200 demandes** de la part de survivant·es, de jeunes ou de leurs personnes aidantes. Le CCPE a aidé plus de **1100 parents et survivant·es** à faire un signalement à la police, à des plateformes numériques ou à la protection de l'enfance. Notre équipe de services de soutien a en outre renseigné **plus de 200 familles et survivant·es** sur les recours et les services à leur disposition dans les systèmes de soutien existants.

« Merci de vos bons mots et de votre soutien. Ces deux années ont probablement été les plus difficiles que notre famille a vécues. Je ne vous remercierai jamais assez pour votre travail et votre soutien. Ma fille va beaucoup mieux maintenant qu'elle sait que le compte a été supprimé. Ça lui a donné les assurances dont elle avait besoin, et elle peut maintenant tourner la page et ouvrir un nouveau chapitre de sa vie. Elle va beaucoup mieux et elle peut dormir tranquille sachant que personne ne peut lui faire de mal. J'aurais voulu vous trouver plus tôt. »

- LA MÈRE D'UNE JEUNE VICTIME DE DISTRIBUTION NON CONSENSUELLE D'IMAGES INTIMES ET DE CYBERHARCÈLEMENT EXTRÊME



Photo d'un mannequin. Pour illustrer le texte.

Exemple de cas

Une jeune fille de 15 ans qui était sous l'emprise d'un cyberprédateur depuis un mois s'est adressée au CCPE en quête de soutien. L'adolescente a raconté que le cyberprédateur n'arrêtait pas de lui demander des images sexuelles et ne la laissait pas tranquille tant qu'elle ne lui en envoyait pas. Elle ne voulait pas en parler à ses parents de peur de les décevoir ou de les alarmer. Elle avait aussi des sentiments partagés, craignant de « s'ennuyer » du cyberprédateur et de se sentir seule.

« C'était trop dur pour moi, alors j'ai cédé. Il m'a dit qu'on ne faisait rien de mal. Je lui ai dit "non" des tas de fois, mais il ne me laissait jamais tranquille. Alors j'ai recommencé, encore et encore. Il sait que je n'ai que 15 ans. »

- VICTIME DE LEURRE INFORMATIQUE



Voici ce que l'équipe de soutien du CCPE a fait pour elle :

- Nous avons signalé l'incident à la police et avons expliqué la procédure policière à la jeune fille.
- Nous l'avons aidée à se sentir en confiance, à bloquer le cyberprédateur et à cesser tout contact avec lui.
- Nous l'avons préparée à informer ses parents de la situation.
- Nous avons examiné avec elle des moyens de présenter la situation à ses parents pour obtenir plus d'aide de leur part.
- Nous avons examiné avec elle des moyens de mieux vivre avec la situation.

NOUVEAUX MODULES SUR LES TRAUMATISMES

Lorsqu'on subit un traumatisme, on a parfois du mal à comprendre ce qui s'est passé et à trouver des moyens de gérer les pensées et les sentiments difficiles qui s'ensuivent. Le CCPE a produit une série de vidéos éducatives sur les traumatismes, espérant qu'elles constitueront une source d'information fiable et utile qui aidera les survivant·es dans leur processus de guérison. Ces vidéos ont été réalisées en collaboration avec des survivant·es d'abus pédosexuels (en ligne ou en personne) ainsi que de proches et amis qui les soutiennent.

Nous avons reçu d'excellentes suggestions de la part de survivant·es, de membres de leurs familles et de professionnels, et nous avons pu les incorporer dans les modules avant publication. Ces modules sont désormais une ressource inestimable pour les personnes qui ont vécu un traumatisme, celles qui les soutiennent et celles qui souhaitent se familiariser davantage avec les traumatismes.



En l'espace de trois mois, la Série de vidéos éducatives sur les traumatismes a été visionnée plus de 1800 fois.

« Excellent travail. J'aime [que ça] amène les gens à prendre conscience de leur propre réaction au traumatisme et à trouver leurs propres solutions pour gérer les impacts et développer leur résilience. »

- UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ AUX FORCES DE L'ORDRE (PSYCHOTHÉRAPIE/COUNSELING)

AMPLIFIER LES VOIX DES SURVIVANT-ES

Le CCPE est bien placé pour apprendre des survivant-es d'abus pédosexuels avec prise d'images. En plus d'intervenir directement auprès de survivant-es, le CCPE appuie les efforts de plusieurs groupes de défense des survivant-es, dont le groupe Phoenix 11. Ce groupe de jeunes survivantes continue de dénoncer haut et fort l'inadéquation des réponses à la prolifération des images d'abus pédosexuels sur Internet.

- Le groupe Phoenix 11 a pris la parole à une rencontre en marge de la Réunion ministérielle du Groupe des cinq ainsi que devant des experts de la lutte contre les images d'abus pédosexuels lors d'un séminaire international de réflexion organisé par le CCPE. Le groupe a exprimé sa frustration devant le peu de progrès tangibles observés après tous ses témoignages et ses démarches auprès des gouvernements et des entreprises de technologie depuis 2018.
- Des déclarations du groupe Phoenix 11 ont été présentées lors d'une réunion parallèle organisée par les Nations unies à Vienne et auquel ont participé 27 États membres des Nations unies ainsi que plusieurs organisations non gouvernementales.
- Des extraits de la déclaration de sensibilisation du groupe Phoenix 11 ont été présentés à l'ouverture de l'audience du Comité judiciaire du Sénat américain sur la protection des enfants sur Internet.
- Dans une lettre adressée à la Réunion ministérielle du Groupe des cinq, les membres du groupe Phoenix 11 ont rappelé que, durant ces cinq années, elles ont adressé des dizaines de déclarations aux gouvernements du monde entier, partagé leurs expériences de survivantes et réclamé de l'aide, sans que les gouvernements ne fassent rien de concret pour demander des comptes aux entreprises de technologie.

*« S'il y a une bonne chose à tirer des horreurs que nous avons vécues, c'est que notre expérience collective soit partagée pour éviter aux générations actuelles et futures d'enfants de connaître le même sort que nous [...] Nous n'avons tout simplement plus de temps à perdre à discuter des raisons qui justifieraient ces actions quand nous connaissons déjà les réponses. **Nos enfants ont besoin que nous agissions et ils ont besoin que nous agissions maintenant – il faut mettre des lois en place pour les protéger dès maintenant.** »*

- LE GROUPE PHOENIX 11

L'ÉDUCATION ET LA PRÉVENTION, UNE PRIORITÉ

Le CCPE offre une multitude de ressources éducatives et de programmes pour les enfants, les écoles et les autres acteurs du domaine de la protection de l'enfance. Ces ressources traitent d'une foule de sujets, depuis l'enseignement de techniques d'autoprotection jusqu'à la prise en charge des comportements suspects et les tactiques des pédocriminels.

1,2 MILLION

de ressources d'éducation
et de prévention distribuées
en 2022-2023

407 000

ressources d'éducation
et de prévention en format
papier ont été distribuées à
travers le Canada.

395 000

accès aux leçons numériques
d'Enfants avertis^{MD} et Tatïe se
confie ont été distribués au
personnel éducatif.

480 000

accès à des formations ciblées ont été distribués
à des professionnels des services à l'enfance.

51 000

téléchargements de ressources éducatives
ont été servis par les sites du CCPE.

Dans la continuité des initiatives en faveur de la sécurité dans le sport menées avec viaSport British Columbia, la formation Priorité Jeunesse pour entraîneurs a été offerte aux dirigeants de **24** organisations sportives provinciales qui, ensemble, fédèrent **65** sports au Canada.



Les organismes de services à l'enfance – garderies, programmes sportifs ou autres – sont bien placés pour combattre la violence sexuelle contre les enfants en adoptant une approche globale pour protéger les enfants dont ils ont la charge. Le programme Priorité Jeunesse aide à instaurer une culture durable de protection des enfants, c'est-à-dire une culture dans laquelle les gens, au lieu de fonctionner en mode réaction, agissent avec sensibilité et font preuve d'initiative.

En 2022-2023, notre équipe éducation a accompagné le déploiement du programme Priorité Jeunesse dans des centaines d'organisations. Voici quelques points forts des efforts accomplis à ce chapitre durant cette période :

- Dans le cadre d'une mise en œuvre accélérée de nouvelles initiatives de protection, le CCPE et le gouvernement du Yukon (ministère de l'Éducation) ont entrepris de collaborer. Cette collaboration a notamment mené à l'obligation pour tout le **personnel du système scolaire** de suivre la formation en ligne Priorité Jeunesse.
- Le CCPE, en collaboration avec l'Ordre des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance de l'Ontario, a distribué des accès aux formations et aux ressources Priorité Jeunesse sur la prévention des abus pédosexuels et Tatïe se confie à l'ensemble des éducatrices et éducateurs inscrits (EPEI) de l'Ontario. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du régime de formation obligatoire en matière d'abus sexuels mis en œuvre par le ministère de l'Éducation de l'Ontario. Son déploiement accéléré permettra de **former 58 000 EPEI d'ici juin 2025**.

« En tant que surintendant de l'éducation, j'estime que cette formation fait ressortir plusieurs choses auxquelles nous devons nous attarder comme dirigeants. Ça donne beaucoup à réfléchir. Mais ce qui ressort le plus, c'est la nécessité d'étendre cette formation à tout le personnel du secteur de l'éducation. »

- UN MEMBRE DE L'OEEQ QUI A SUIVI LA FORMATION DU CCPE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PRÉVENTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS D'ORDRE SEXUEL

PARTAGE D'EXPERTISE EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENFANCE

En 2022-2023, l'équipe éducation du CCPE a animé 29 ateliers virtuels à destination du personnel éducatif, de parents et d'autres organismes de services à l'enfance. Plus de 1300 personnes à travers le Canada ont assisté à ces ateliers. Les sujets couverts sont les ressources du CCPE, dont Enfants avertis, Priorité Jeunesse et les tactiques d'exploitation d'enfants sur Internet qui sont portées à notre connaissance à travers les signalements transmis à Cyberaide.ca.

Des représentants du personnel de Cyberaide.ca et des services de soutien du CCPE ont également fait des présentations à 29 occasions en 2022-2023.

Les destinataires de ces présentations – corps de police, membres du personnel éducatif, responsables gouvernementaux et organismes de services à l'enfance ou de défense des enfants – ont ainsi été renseignés sur les services offerts par Cyberaide.ca et l'équipe de soutien, l'état des lieux de la cyberviolence, les cas de disparition d'enfant et la multiplication des cas de sextorsion à travers le Canada.



Soutien à la formation des forces policières

En 2022-2023, nous avons distribué **104 000 ressources d'éducation et de prévention** en format papier aux forces policières canadiennes ainsi que **1180 accès** à nos formations sur les abus pédosexuels et la traite de personnes. Autres faits saillants :

- Nous avons distribué **1270** leçons numériques pour soutenir des initiatives locales et scolaires.
- Nous avons donné à plus de **200** parents de l'information sur la manière de parler à leur enfant après la découverte d'un abus, la mise en place de plans de sécurité et les impacts de la cyberviolence.

DU MATÉRIEL ÉDUCATIF EN PHASE AVEC L'ÉVOLUTION DES DANGERS

Le CCPE actualise régulièrement ses ressources éducatives en fonction des problématiques émergentes touchant les enfants.



Nous avons lancé en octobre 2022 une version redessinée de *Sécuripierres*, une ressource éducative qui aide les enfants de 3^e et 4^e année à acquérir des habitudes de sécurité applicables au quotidien.



L'histoire de *CyberJulie* se poursuit sous la forme d'un jeu virtuel intitulé « L'aventure sous-marine de Julie » où Julie se réveille dans un château sous-marin et compte sur les utilisateurs pour l'aider à regagner la surface en répondant correctement à des questions sur la sécurité en ligne.



Nous avons publié en août 2022 une version vidéo du livre d'histoire *Martin et Basma ne sortent pas seuls*, avec lecture karaoké. Ce livre aide les enfants de la maternelle à la 4^e année à apprendre le principe du compagnon.

DONNÉES SUR LA VIOLENCE ENVERS LES ENFANTS

En 2022-2023, le CCPE a publié quatre études consacrées à diverses problématiques visant les jeunes et leurs familles. Ces rapports se sont penchés sur les mesures de protection des jeunes mises en place (ou pas) par les grands magasins d'applications, les abus sexuels et les violences sexuelles dans les écoles canadiennes, les expériences de milliers de jeunes hommes et de jeunes garçons qui ont été victimes de sextorsion financière, et les perspectives des parents et des proches d'enfants victimes de violence sexuelle.

Analyse du contrôle du respect des classifications par âge des applis dans l'App Store d'Apple et Google Play

Les enfants et les adolescents utilisent largement les magasins d'applications mobiles pour se procurer des jeux, des applis de médias sociaux et d'autres services en ligne qui les exposent à des risques. C'est ce qui a incité le CCPE à réaliser une analyse sur la protection des enfants dans les deux plus grands magasins d'applications mobiles – l'App Store^{MD} d'Apple^{MD} et Google Play^{MD} – dans le but de vérifier si et comment Apple et Google^{MD} contrôlent le respect des classifications par âge dans leurs magasins d'applications mobiles pour deux groupes : les enfants de moins de 13 ans et les jeunes de 13 à 17 ans. Les constats de cette étude soulèvent d'importantes inquiétudes quant à la protection des enfants et des adolescents sur Internet ainsi que pour les familles qui se fient aux classifications par âge pour évaluer les risques.



Analyse consacrée aux victimes de sextorsion financière

Le CCPE a dévoilé une analyse de témoignages publiés par des victimes de sextorsion sur un forum de soutien de la plateforme Reddit^{MD}. Ces quelque 6500 publications apportent un éclairage nouveau sur ce phénomène qui s'impose rapidement comme une urgence de sécurité publique touchant de nombreux internautes au Canada et dans le reste du monde.



Perspectives des parents par rapport aux impacts des images d'abus pédosexuels sur l'ensemble de la famille

Les résultats de l'enquête du CCPE auprès des parents de survivant·es d'abus pédosexuels avec prise d'images jettent un éclairage nouveau sur les répercussions considérables de ce crime sur des familles entières. Vingt parents des quatre coins de la planète dont les enfants ont été victimes d'abus sexuels avec prise d'images ont livré leurs témoignages, expliqué comment ces abus affectent leur santé et leur bien-être au quotidien et fait ressortir de grandes lacunes au niveau des services et des mesures de soutien, lesquelles nécessitent une action internationale.



Photo d'un mamequin. Pour illustrer le texte.



Rapport sur les abus sexuels et les violences sexuelles contre des enfants par le personnel des écoles primaires et secondaires au Canada

Le 2 novembre 2022, le CCPE a dévoilé une étude qui a recensé plus de 500 élèves ayant été victimes (ou présumément victimes) de violences sexuelles par des membres du personnel scolaire entre 2017 et 2021.

Cette étude s'inscrit dans la continuité de notre étude de 2018, l'une des plus exhaustives jamais réalisées au Canada sur les abus pédosexuels commis par le personnel scolaire. Les conclusions et les recommandations de l'étude visent à mieux outiller les décideurs clés des gouvernements et des associations professionnelles d'enseignants pour apporter des changements efficaces et fondés sur des données probantes afin que les écoles canadiennes puissent offrir des milieux d'apprentissage sûrs, sains et féconds.

Dans la foulée de cette étude et d'une enquête du *Winnipeg Free Press* sur le processus disciplinaire du personnel enseignant, le gouvernement du Manitoba s'est engagé à créer un registre du personnel enseignant et une entité indépendante pour traiter les plaintes d'inconduite. Le projet de loi a reçu la sanction royale le 30 mai 2023.





« LA POINTE DE L'ICEBERG » : Une étude recense 252 membres du personnel scolaire canadien accusés d'infractions sexuelles

Dans un entretien avec la Presse canadienne, la directrice de l'éducation du CCPE, Noni Classen, a indiqué que les chiffres figurant dans le rapport du CCPE sont probablement inférieurs au nombre réel d'enfants violentés par des membres du personnel scolaire

« Étant donné que l'éducation relève de la compétence des provinces et des territoires, la plupart des organismes responsables de la surveillance disciplinaire du personnel scolaire ne sont pas tenus de rendre publics les résultats de leurs enquêtes. Il y a un gros manque de transparence. C'est la pointe de l'iceberg. »

- LA PRESSE CANADIENNE⁸

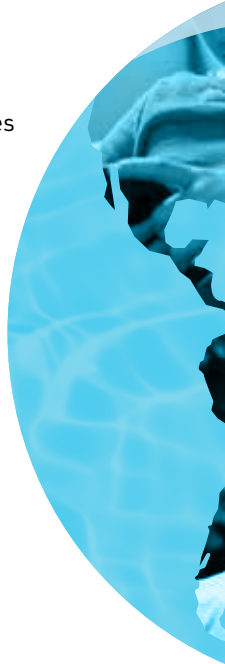
⁸ La Presse canadienne, Kelly Geraldine Malone, 2 novembre 2022. <https://nationalpost.com/news/canada/tip-of-the-iceberg-report-finds-252-school-personnel-accused-of-sexual-offences>

ACTION POLITIQUE

Les données recueillies par le CCPE à travers Projet Arachnid et les informations que les survivant·es nous communiquent nous placent dans une position idéale pour éclairer la réflexion des décideurs politiques et des gouvernements sur les meilleurs moyens de protéger les enfants.

Voici quelques faits saillants de notre action nationale et internationale en 2022-2023 :

- **Visite d'experts du monde entier** : Le CCPE a accueilli des représentants du Groupe des cinq et de l'Union européenne ainsi que des spécialistes du droit et du développement de l'enfant dans le but d'élaborer des stratégies pour mieux protéger les enfants dans l'espace numérique et faciliter la suppression des images d'abus pédosexuels sur Internet.
- **Participations à des forums et des congrès internationaux** : La directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, a envoyé un enregistrement qui a servi de mot d'ouverture d'un événement organisé conjointement par le ministère de l'Intérieur britannique et l'ONG Global Initiative Against Transnational Crime, qui s'est tenu en juin 2022 à Vienne. Cet événement s'inscrivait dans le contexte des négociations du Traité des Nations unies sur la cybercriminalité. Il a permis aux délégués qui participent aux négociations d'entendre des acteurs du dossier et d'examiner les impacts de leurs perspectives sur le processus de décision politique.
- **Participation au groupe consultatif d'experts de Patrimoine canadien** : La directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, faisait partie des 12 experts d'un groupe consultatif sur la cyberviolence chargé de déterminer la portée d'éventuelles lois fédérales pour réglementer les entreprises de technologie. La participation du CCPE a aidé les responsables gouvernementaux à comprendre les multiples formes de violences subies par les enfants sur Internet, dont la prolifération des images d'abus pédosexuels, la multiplication des incidents tragiques de cyberviolence sexuelle et l'exposition des enfants à la pornographie adulte.





- **Rencontre entre des survivant-es et des ministres fédéraux :** Des survivant-es et des familles dont les vies ont été irrémédiablement chamboulées par la cyberviolence sexuelle ont rencontré l'honorable Marco Mendicino, ministre de la Sécurité publique, l'honorable Pablo Rodriguez, ministre du Patrimoine canadien, et l'honorable, David Lametti, ministre de la Justice et procureur général du Canada. Cette table ronde virtuelle organisée par le CCPE était une première occasion pour ces familles et ces victimes qui ont connu la cyberviolence sexuelle sous toutes ses formes de réclamer des changements d'une même voix.
- **Rencontre avec les ministres de la Justice et les procureurs généraux :** La directrice générale adjointe du CCPE, Signy Arnason, a rencontré les ministres de la Justice et les procureurs généraux des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de tout le Canada pour discuter de la cyberviolence sexuelle. Elle a aussi déposé une lettre de survivant-es demandant la mise en place de mesures réglementaires efficaces de protection sur Internet. Elle a insisté sur la nécessité de légiférer pour protéger les enfants sur Internet et soutenir les victimes.
- **Explication de l'utilité de Projet Arachnid pour les forces policières :** Dans une présentation au département de la Sécurité intérieure des États-Unis, Lloyd Richardson, directeur informatique du CCPE, a expliqué les composantes de Projet Arachnid pouvant aider les forces policières à comprendre la problématique de la cyberviolence et aider à soutenir les survivant-es.
- **Mise en évidence des besoins des victimes auprès des délégués de l'ONU :** L'avocate générale du CCPE, Monique St. Germain, a représenté les intérêts des enfants lors d'une réunion parallèle de délégués des Nations unies à Vienne, dans le contexte des négociations sur une nouvelle Convention sur la cybercriminalité.

AUX CÔTÉS DES SURVIVANT-ES DANS LE SYSTÈME JURIDIQUE

L'équipe juridique du CCPE veille à ce que les survivant-es se fassent entendre devant les tribunaux à travers le Canada, les membres de ce groupe ayant longtemps été réduits au silence en raison des circonstances entourant les violences qu'ils ont subies. Leur traumatisme se prolonge chaque fois que des images de leurs abus sont vues, téléchargées ou distribuées. C'est une contribution essentielle à l'évolution du droit canadien que de faire entendre leurs voix dans les audiences de détermination de la peine et dans les activités d'action politique.

Depuis 2016, le CCPE aide les survivant-es identifié-es d'abus pédosexuels avec prise d'images ainsi que leurs parents ou substituts parentaux à enregistrer une déclaration de victime (DV) et coordonne la soumission de DV enregistrées et écrites dans des procédures judiciaires au Canada. Le CCPE présente aussi des déclarations au nom de collectivités (DC), qui permettent à des groupes – comme celui des Phoenix 11 – d'offrir, dans le contexte de la détermination de la peine, une perspective élargie des répercussions des infractions commises.

*« Les crimes reliés à la pornographie juvénile⁹ entraînent des conséquences majeures et bien souvent perpétuelles. Jamais les images de leurs agressions, de la cruauté dont elles ont été victimes, ne cesseront de les hanter. **En participant à ce marché virtuel, les délinquants contribuent à perpétuer des impacts bien réels chez les victimes.** »*

- BENOIT GAGNON, J.C.Q.¹⁰

⁹ Le terme « pornographie juvénile » est défini à l'article 163.1 du *Code criminel*. Dans le présent rapport, il a le même sens que le terme « images d'abus pédosexuels », utilisé aussi par Interpol.

¹⁰ Dans *R. c. Larouche*, 2023 QCCQ 1853, par. 34.



En 2022-2023, le CCPE a **soumis au moins une DV ou une DC dans quelque 80 procédures** instruites devant des tribunaux canadiens. L'intérêt pour cette initiative ne cesse d'augmenter d'année en année.

Faits marquants de l'année 2022-2023 :

- **Comparution devant le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense** : Pour la première fois, l'avocate générale du CCPE, Monique St. Germain, a comparu devant le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense concernant le projet de loi S-7, *Loi modifiant la Loi sur les douanes et la Loi sur le précontrôle (2016)*. Elle a fait valoir l'importance de protéger, dans le contexte des activités de surveillance frontalière, la sécurité, la vie privée et les intérêts des enfants qui figurent dans les images d'abus pédosexuels et mis en relief le travail du CCPE et la nécessité pour les services frontaliers canadiens d'être toujours prêts à agir face à l'évolution constante des moyens par lesquels les enfants sont exploités.
- **Déficit de services aux survivant·es** : L'avocate générale du CCPE, Monique St. Germain, a également comparu devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur la justice et les droits de la personne. Dans sa présentation, elle a fait valoir le déficit de services aux enfants victimes d'exploitation sexuelle sur Internet et la nécessité d'améliorer l'offre de services et de soutien pour les personnes bientraitantes et de mettre en place un système fonctionnel de dédommagement pour les survivant·es d'abus pédosexuels avec prise d'images.
- Le CCPE a produit et soumis trois nouvelles DC dans des procédures instruites devant des tribunaux canadiens :
 - **« Images d'abus pédosexuels hypertruquées »** – Il s'agit ici de la production d'images d'abus pédosexuels à l'aide d'un logiciel d'intelligence artificielle par combinaison d'images d'enfants préexistantes, entraînant essentiellement la création de « matériel neuf ». Cette DC a été soumise sous la forme d'une lettre à l'accusé et a été acceptée par le tribunal dans l'affaire *R. c. Larouche, 2023 QCCQ 1853*, où le CCPE a soumis à la fois des DC et des DV.
 - **« Images d'abus pédosexuels photoshoppées »** – Cette DC a été soumise au nom des victimes identifiées et non identifiées d'images d'abus pédosexuels. Elle décrit les préjudices causés par des images d'abus pédosexuels qui ont été modifiées numériquement, manipulées ou retouchées à l'aide de logiciels de retouche d'images.
 - **Infraction d'entente ou d'arrangement** – Cette DC, présentée sous la forme d'une lettre à l'accusé au nom de tous les enfants du Canada, explique comment des conversations sexualisées au sujet d'un enfant peuvent causer un grave préjudice non seulement à cet enfant, mais aussi à tous les enfants.

CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

Pour mieux protéger les enfants au Canada et soutenir les familles, il faut informer la population, mener des activités de défense d'intérêts, faire face aux nouveaux dangers et agir.



POURQUOI LES ENFANTS SONT-ILS MOINS PROTÉGÉS SUR INTERNET QUE HORS INTERNET?

En ce moment, les plateformes de médias sociaux offrent aux pédocriminels un accès direct et non surveillé à nos enfants 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et les risques ne font qu'augmenter. Pour l'année 2022, Cyberaide.ca a enregistré une augmentation de 36 % des signalements de cyberviolence sexuelle envers les enfants (toutes formes confondues) par rapport à 2021. En dehors d'Internet, les gouvernements imposent des règles aux entreprises et aux établissements fréquentés par des enfants, mais dans l'espace numérique, il n'y a rien de tel. On s'en remet entièrement – et injustement – aux parents.

Nous avons appelé les Canadiens à relayer notre campagne sur l'urgence de réglementer l'espace numérique, laquelle a récolté **937 000 impressions sur les médias sociaux** et **20,6 millions d'impressions** au moyen de panneaux d'affichage numériques partout au Canada.



LE FESTIVAL DU FILM INDÉSIRÉ

Cette campagne bouleversante reposait sur une représentation visuelle du nombre inimaginable de 85 millions d'images d'abus pédosexuels signalées au National Center for Missing & Exploited Children en 2021. **Cela équivaut à la mise en ligne d'une image d'abus pédosexuels toutes les deux secondes.** La somme de ces images représente plus de contenu que tous les festivals de films du monde réunis. L'intelligence artificielle a été mise à contribution pour générer des millions d'affiches de films avec des titres et des accroches tirés de témoignages de survivant·es sur les préjudices considérables que la diffusion de leurs images d'abus pédosexuels leur fait subir.

Cette campagne invitait aussi le public à montrer sa solidarité avec les survivant·es en signant une pétition pour demander aux entreprises de technologie d'arrêter la mise en ligne d'images d'abus pédosexuels connues. Des centaines de personnes l'ont signée dès le premier jour de la campagne.





ON PEUT T'AIDER

Cette campagne de mars 2022 invitait le public à signaler les cyberviolences sexuelles à Cyberaide.ca; elle a récolté 2,6 millions d'impressions sur Facebook^{MD}, Instagram^{MD} et YouTube^{MD}.




AVEC LE SOUTIEN DE
Manitoba 

FICHER INTROUVABLE

Quoi de plus catastrophique pour une jeune personne que de savoir que des images intimes d'elle ont été mises en circulation? Cette campagne a rappelé au public que Cyberaide.ca peut aider les jeunes à obtenir la suppression de leurs images en pareilles circonstances. Sur les médias sociaux, elle a récolté trois millions d'impressions et généré près de 500 000 clics vers Cyberaide.ca.

COLLABORATION À DES ENQUÊTES JOURNALISTIQUES

Le CCPE aide les journalistes à dégager un portrait global de l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet. Les données exclusives que nous recueillons par l'entremise de Projet Arachnid et de Cyberaide.ca nous permettent de fournir des informations inestimables aux journalistes d'enquête.



Men on Pinterest are creating sex-themed image boards of little girls. The platform makes it easy.

Pinterest's algorithm is inadvertently curating images of young children for adults who go looking for them.

Photo d'un mannequin. Pour illustrer le texte.

« On parle ici d'images qui sont publiées innocemment et qui sont utilisées par la suite pour faire monter l'intérêt sexuel envers les enfants. »

- STEPHEN SAUER,
DIRECTEUR DE CYBERAIDE.CA, CCPE¹¹



EXCLUSIF : Meta Failed To Protect Instagram's Child Models From Pedophiles

Photo d'un mannequin. Pour illustrer le texte.

« Nous avons pu constater que la publication d'images sexualisées d'enfants mannequins – images qui restent généralement dans les limites de la légalité – constitue souvent une tactique promotionnelle pour signaler des endroits où l'on peut se procurer des images d'abus pédosexuels. »

- LIANNA MCDONALD,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CCPE¹²

¹¹ *Forbes*, Thomas Brewster, 25 juin 2022. <https://www.nbcnews.com/tech/internet/pinterest-algorithm-young-girls-videos-grown-men-investigation-rcna72469>

¹² *NBC*, Jesselyn Cook, 9 mars 2023. https://www.forbes.com/sites/thomasbrewster/2022/06/25/meta-is-having-a-tough-time-keeping-pedophiles-off-instagram/?utm_medium=social&utm_source=ForbesMainTwitter&utm_campaign=socialflowForbesMainTwi&sh=61b29b705765

VOLONTÉ DE PROTÉGER : PARTENAIRES ET SOUTIENS

PARTENAIRES FONDATEURS

Nous tenons à témoigner de notre plus grande reconnaissance à nos partenaires fondateurs pour ce qu'ils font, chacun à leur manière, pour la protection des enfants au Canada.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

GRANDS CONTRIBUTEURS

Nous ne saurions accomplir notre mission sans le soutien des secteurs privé et public. Nous remercions toutes les organisations avec lesquelles nous travaillons jour après jour et saluons l'importance qu'elles accordent à la protection et à la sécurité des enfants.



Autres contributeurs



ALLIÉS GOUVERNEMENTAUX



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Le soutien généreux du gouvernement du Canada aide le CCPE à faire connaître ses programmes et services à la population canadienne. Le soutien inconditionnel que Sécurité publique Canada apporte à Cyberaide.ca dans le cadre de la *Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet* demeure essentiel à la bonne marche de ce service national. Le Centre national de coordination de la GRC contre l'exploitation des enfants participe aussi à cette stratégie.



Le CCPE reçoit aussi le soutien du gouvernement du Manitoba en plus d'être l'organisme désigné par la Province pour recevoir les signalements faits en vertu de la *Loi sur les services à l'enfant et à la famille* (Manitoba) et du règlement qui en découle ainsi que pour recevoir les demandes d'aide et offrir du soutien aux termes de la *Loi sur la protection des images intimes* (Manitoba).



Home Office

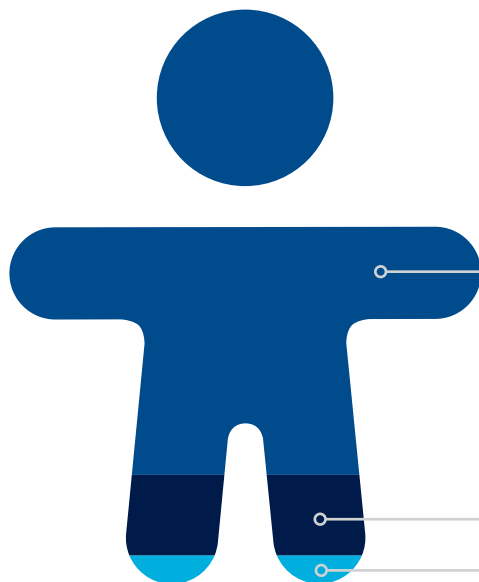
Certaines améliorations apportées récemment à l'initiative Projet Arachnid du CCPE ont été financées en partie par le Secretary of State for the Home Department (secrétaire d'État à l'Intérieur) du Royaume-Uni. L'objectif de Projet Arachnid est de favoriser la collaboration à l'échelle mondiale pour réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels.

SOUTIEN DE FONDATIONS INTERNATIONALES

Conscientes de la portée mondiale de nos efforts, plusieurs fondations nous apportent leur soutien. Le CCPE tient à remercier ces fondations pour leur soutien financier.

ÉTATS FINANCIERS

Pour chaque dollar dépensé en 2022-2023, 95 cents ont servi à financer la mise en œuvre de programmes et services visant à protéger les enfants.



81 %



Services de soutien et d'intervention pour les enfants et les familles

14 %



Services de sensibilisation, d'éducation et de prévention

5 %



Administration

This financial information is extracted from the 2023 consolidated financial statements audited by BDO Canada LLP. Copies of the complete audit report are available upon request.

États financiers

	Exercice se terminant le 31 mars 2023	Exercice se terminant le 31 mars 2023
ACTIFS		
Actifs à court terme	2 525 873	2 753 849
Biens immobilisés	8 830	30 020
	2 534 703	2 783 869
PASSIF		
Passif à court terme	589 702	607 364
Apports reportés	456 970	897 628
Apports reportés en immobilisations	8 830	30 020
	1 055 502	1 535 012
ACTIF NET	1 479 201	1 248 857
	2 534 703	2 783 869
REVENUS		
Contributions	4 011 065	3 383 192
Commandites	830 239	815 792
Produits et services	342 340	243 334
Subventions	2 833 540	2 794 691
Dons	683 325	292 364
Autres	23 337	6 264
	8 723 846	7 535 637
DÉPENSES		
Programmes	8 031 017	7 089 205
Administration	441 295	344 116
Amortissement	21 190	21 190
	8 493 502	7 454 511
SURPLUS	230 344	81 126



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™

Aider les familles. Protéger les enfants.

 protegeonsnosenfants.ca

 [@CCPEnfance](https://twitter.com/CCPEnfance)

 [Centre canadien de protection de l'enfance](https://www.facebook.com/Centre.canadien.de.protection.de.l.enfance)